

Notion d'éthique

1) Introduction :

L'éthique s'apparente à la morale et vient du grec « *ethos* » qui signifie « *manière d'être ou de se comporter* ».

L'éthique aujourd'hui est en partie juridiquement contrôlée par les lois de bioéthique créées en 1994 et révisées en 2011.

Il y a aussi des comités et des espaces de réflexions éthiques qui vont gérer tous les problèmes liés à l'éthique.

Il ne faut pas confondre ETHIQUE et DEONTOLOGIE MEDICALE. La déontologie médicale concerne les devoirs professionnels spécifiques du médecin, envers son malade d'une part et le reste de la société d'autre part. Cette déontologie se trouve dans le Code de Déontologie médicale (ensemble des devoirs).

2) CCNE pour les sciences de la vie et de la santé : => Comité Consultatif National d'Ethique

Il a été créé en **1983** par décret du président de la république, il est **national** et **consultatif**. Il va donner un avis mais n'a **pas de caractère contraignant** même si c'est une référence incontournable (très importante).

Il donne son avis sur les **problèmes d'éthique biomédicale** et plus généralement sur les **questions de société**, soulevées par les **progrès de la connaissance**, dans les domaines de la biologie, la médecine et la santé.

Ces avis permettent également de **susciter des réflexions** dans les domaines de la médecine, de la biologie et de la santé car ils sont publics.

Exemple : en 1999, on lui a demandé son avis sur le fait de greffer des organes d'animaux sur des humains...

Qui sont les gens qui répondent à ces questions d'éthique ?

Ce comité comporte de **multiples membres** issus de **famille diverses** (philosophique, spirituelle, médicale, scientifique, membres du gouvernement, du conseil d'état, des conseillers à la cour de cassation) et de **diverses personnalités** désigné par des ministres. Ces différentes familles permettent d'avoir une vision globale d'un problème.

Tous ces membres sont BENEVOLES et sont **officiellement nommés par arrêté ministériel**.

C'est généralement les autorités publiques, les institutions de recherche qui saisissent le CCNE, voire le comité lui même.

Exemple :

- 1993 : positionnement pour savoir si on autorisait le transfert des embryons sur une femme après la mort de son conjoint. Réponse = Non
- 1999 : positionnement sur l'éthique de la xéno-transplantation (organes animaux)
- Faut il mettre une contraception aux personnes handicapées mentales ?
- Avis sur les problèmes éthiques posés par le désir d'enfant chez des couples ou l'homme est séropositif pour le SIDA et la femme séronégative.
- 2000 : avis rendu pour la gestion de la fin de vie et de l'euthanasie.
- 2012 : avis rendu sur les enjeux éthiques de la neuro imagerie fonctionnelle.

3) Les comités locaux :

- Ils existaient avant même la création du CCNE. On avait déjà besoin de structure qui gère l'éthique.
- Ils ont un **rôle de formation et d'information**, et permettent de faire **remonter les informations au CCNE**.
- Ils sont proches des gens puisqu'ils sont locaux.

4) Les espaces de réflexions éthiques :

- Ils ont été **créés par les lois de bioéthique**.
 - Il y en a au **niveau régional et interrégional**. Il travaille en lien avec les CHU, les comités locaux.
- ⇒ Ce sont des **lieux d'échanges sur les questions d'éthique dans le domaine de la santé**, lieu de formation et de documentation.

C'est dans ces centres que les **débats publics sont organisés**. Ils permettent d'informer les citoyens.

Le but est de mettre en place progressivement une **culture éthique** (*cad de former les gens, de les informer et d'ouvrir aux citoyens les notions d'éthique*).

5) Comité de protection des personnes (CPP) :

- Ce comité **gère les essais médicamenteux**, et plus généralement les **recherches sur l'être humain**.
- Les recherche sur l'être humain se font sur des **gens volontaires, malades ou sains**. Mais il existe des **contraintes réglementaires très importantes** que gère le CPP.

6) Agence de la biomédecine :

- Elle est **compétente dans le domaine de la greffe, de la reproduction, de l'embryologie et de la génétique**.
- Elle s'est **substituée à l'établissement français des greffes** pour la gestion des greffes.